

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANÇAIS

Premiers résultats de la cinquième phase d'enquête (*)

Le C.R.E.D.O.C. a effectué au quatrième trimestre 1982 la cinquième phase du système d'enquêtes sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français ».

Réalisée chaque année depuis 1978, à la demande de plusieurs organismes ou administrations (1), cette enquête à thèmes multiples (2) a pour mission de décrire et d'analyser en évolution et en structure les conditions de vie et les aspirations des Français ; elle comporte aussi bien des informations de type factuel que des observations sur les attitudes et opinions des Français.

On présentera à nouveau ici quelques résultats (3) qui juxtaposent des informations relatives à des thèmes majeurs, dont on peut suivre l'évolution sur 5 années, et des renseignements ponctuels correspondant à des préoccupations conjoncturelles de l'un ou l'autre des participants à l'enquête (4). Ces résultats ont été regroupés autour de cinq thèmes principaux.

(*) L'enquête est réalisée par une équipe composée de F. BOSCHER, E. BRIAN, G. DROUAULT, C. DUFLOS, F. GROS, Y. HOUZEL et P. PLEUVRET, sous la direction de L. LEBART. Le programme de travail ainsi que les résultats relatifs aux phases précédentes ont déjà fait l'objet de publications, notamment dans cette revue, sous les titres suivants : « Le système d'enquêtes sur les aspirations des Français : une brève présentation » par L. LEBART et Y. HOUZEL-VAN EFFENTERRE, *Consommation* n° 1, 1980, p. 3-25 ; « Conditions de vie et aspirations des Français 1978-1981 », *Consommation* n° 2, 1981, notes et chroniques ; « L'analyse statistique des réponses libres dans les enquêtes socio-économiques » par L. LEBART, *Consommation* n° 1, 1982, p. 39-62 ; « Conditions de vie et aspirations des Français, premiers résultats de la quatrième phase », *Consommation* n° 3, 1982, notes et chroniques.

Cf. aussi « L'enquête du C.R.E.D.O.C., sur les conditions de vie et aspirations des Français » par A. BABEAU et L. LEBART, *Futuribles*, n° 43, 1981 et « Sur la valeur opératoire des informations de type subjectif dans les enquêtes socio-économiques » par L. LEBART, *Journal de la Société Statistique de Paris*, n° 1, 1983.

(1) Outre les organismes fondateurs : la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, le Commissariat Général du Plan, le Ministère de l'Environnement, le Centre d'Étude des Revenus et des Coûts, ont participé à l'enquête en 1982 le Ministère des Transports, l'Institut de Recherche des Transports, le Centre d'Étude des Transports urbains, la Direction de la Sécurité et de la Circulation Routière, la Société Nationale des Chemins de Fer Français, l'Électricité de France, l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Énergie, le Ministère du Temps Libre, la Direction du Tourisme. D'autres organismes ont simplement adhéré à ce système d'enquêtes.

(2) En 1982, le questionnaire comportait les thèmes suivants : Famille ; Logement, Cadre de vie quotidien ; Énergie ; Environnement ; Emploi ; Transports ; Santé ; Situation économique ; Environnement familial et social ; Vacances, Temps libre, Loisirs ; Participation sociale, Inégalités.

(3) Les publications complètes seront disponibles au 1^{er} semestre 1984.

(4) On rappelle que, chaque année, l'échantillon interrogé au 4^e trimestre est composé de 2000 individus représentatifs de la population nationale âgée de 18 ans et plus (en 1981 et 1982 méthode des quotas uniquement). Les cinq vagues se sont déroulées en France Métropolitaine et ont été réalisées par le réseau d'enquêteurs de la S.E.D.E.S.

1. OPINIONS SUR L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ ET SUR QUELQUES PROBLÈMES ACTUELS

Les réponses aux questions d'attitudes générales à l'égard de la société traduisent une grande stabilité malgré le changement de 1981 et l'ensemble des modifications qui en sont résultées.

Dans ce domaine notamment, la place occupée par les différents courants de l'opinion ne se modifie guère au cours des 5 dernières années, malgré quelques variations conjoncturelles ou aléatoires de faible amplitude dont l'interprétation serait dangereuse.

Ainsi, sur les 5 années, les trois quarts environ des individus estiment que la *société française a besoin de se transformer profondément* (la proportion en 1982 est de 73%) (tableau I).

Les partisans de *réformes progressives* sont toujours les plus nombreux (presque les deux tiers des enquêtés). Cependant, la courte évolution cyclique (rythme de 2 ans sur un tableau de 5 années) donnerait pour 1982 une place un peu plus importante aux tenants de *changements radicaux* (presque 33% : proportion qui, avec celle atteinte en 1980, en sont les deux plus élevées) (tableau II). Bien sûr, les jeunes sont plus enclins aux réformes radicales (42% pour les moins de 25 ans contre 33% pour l'ensemble) tandis que les plus âgés se contenteraient de réformes progressives (69% après 50 ans contre 63% pour l'ensemble). Les parisiens ainsi que les habitants de l'agglomération parisienne optent davantage pour les réformes radicales (37%).

Le fonctionnement de la justice en général est toujours critiqué : moins du quart des individus considèrent qu'elle fonctionne bien en France (tableau III).

Une question d'interprétation délicate, posée à l'identique, chaque année, depuis 1978, met en relation *l'inflation et le chômage* (tableau IV). L'augmentation du chômage demeure le phénomène ressenti comme le plus grave dans un avenir proche (mentionné par 62% des personnes interrogées). Ce pourcentage rejoint ceux observés en 1979 et 1980, le point 1981 ayant enregistré un léger recul (60%); en effet, la crainte de l'inflation était alors plus souvent mentionnée que les années précédentes. L'inquiétude à l'égard du chômage est plus souvent exprimée par les femmes âgées de 50 à 64 ans (71%), mais aussi par celles de moins de 25 ans (65% contre 62% en moyenne). Une autre question montre par ailleurs que les chômeurs sont perçus par la moitié des Français comme la catégorie la plus coûteuse pour la collectivité (en termes de prestations distribuées).

L'attitude à l'égard des *découvertes scientifiques et de leur utilisation* paraît toujours assez réservée : environ un tiers seulement des enquêtés déclare qu'elles améliorent « beaucoup » leur vie quotidienne tandis que la moitié juge qu'elles l'améliorent « un peu ». La tendance s'est encore accentuée cette année, puisque la proportion de ceux qui répondent « beaucoup » est la plus faible sur les 5 ans (31% en 1982 contre 33% en 1978, 38% en 1979, 36% en 1980 et 35% en 1981) (tableau V).

Ce sentiment s'exprime également à propos de la *diffusion de l'informatique*, puisque, en 1982, 47% des Français adoptent une attitude résignée en la considérant comme « peu souhaitable mais inévitable ». Si 29% la jugent « souhaitable », 22% vont jusqu'à penser qu'il s'agit d'une chose « regrettable et dangereuse » (tableau VI). Il semble pourtant que depuis 1979, l'opinion devienne progressivement plus favorable à cette diffusion (de 22% en 1979 à 29% en 1982); les jeunes, en particulier, la considèrent comme souhaitable (34% avant 35 ans), ainsi que les habitants de Paris et de son agglomération (40%), qui se différencient, ici, profondément des provinciaux.

En ce qui concerne les *problèmes d'énergie*, la tendance observée en 1981 se confirme et s'accroît même; la possibilité de pénuries graves d'énergie paraît moins vraisemblable qu'en 1979 : la proportion de ceux qui les estiment « impossibles » ou « très peu probables » s'est encore accrue (45% en 1982 contre 39% en 1981, 26% en 1980 et 16% en 1979) (tableau VII). En outre, si les partisans d'une *politique énergétique* axée sur le développement du programme électro-nucléaire en France continuent d'être

TABLEAU I
Évolution de la société

Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Oui.	76,4	(1 526)	74,6	(1 491)	75,5	(1 510)	74,1	(1 482)	73,3	(1 466)
Non.	15,4	(308)	16,5	(329)	16,8	(336)	15,0	(299)	17,2	(344)
Ne sait pas.	8,2	(164)	8,9	(179)	7,7	(153)	10,9	(218)	9,5	(190)
Ensemble.	100,0	(1 998)	100,0	(1 999)	100,0	(1 999)	100,0	(1 999)	100,0	(2 000)

TABLEAU II
Évolution de la société

Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour... ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Des réformes progressives.	62,5	(1 003)	67,3	1 038	62,1	(970)	68,3	(1 013)	63,4	(942)
Des changements radicaux.	31,5	(507)	28,2	(435)	32,6	(510)	28,4	(420)	32,7	(485)
Ne sait pas.	6,0	(96)	4,5	(70)	5,3	(83)	3,3	(49)	3,9	(58)
Ensemble.	100,0	(1 606)	100,0	(1 543)	100,0	(1 563)	100,0	(1 482)	100,0	(1 486)

TABLEAU III

Justice

Étant donné ce que vous connaissez de la justice, comment pensez-vous qu'elle fonctionne en France en 19... ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Très bien.	1,1	(22)	1,4	(27)	1,0	(21)	1,1	(23)	0,9	(18)
Assez bien.	20,4	(408)	24,9	(499)	22,3	(446)	22,3	(446)	24,0	(480)
Assez mal.	37,4	(747)	40,5	(809)	40,5	(811)	40,4	(807)	39,1	(783)
Très mal.	29,8	(595)	23,6	(473)	29,0	(580)	26,6	(532)	25,7	(515)
Ne sait pas.	8,4	(168)	7,6	(151)	5,7	(114)	7,0	(141)	7,9	(158)
Ne veut pas répondre.	2,9	(57)	2,0	(41)	1,5	(29)	2,6	(51)	2,4	(48)
Ensemble.	100,0	(1998)	100,0	(2000)	100,0	(2000)	100,0	(2000)	100,0	(2000)

TABLEAU IV

Attitude à l'égard du chômage et de l'inflation

Dans les prochains mois, le plus grave serait :

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Une augmentation des prix.	29,2	(560)	36,3	(726)	32,5	(649)	38,1	(762)	36,3	(725)
Une augmentation du chômage.	68,6	(1 315)	61,7	(1 230)	62,6	(1 250)	59,7	(1 194)	62,0	(1 236)
Les deux.	2,2	(43)	2,0	(39)	4,9	(97)	1,6	(31)	1,7	(34)
Ne sait pas.	-	-	-	-	-	-	0,6	(13)	-	-
Ensemble.	100,0	(1918)	100,0	(1995)	100,0	(1996)	100,0	(1999)	100,0	(1994)

TABLEAU V

Progrès scientifique

Dans quelle mesure les découvertes scientifiques et leur utilisation vous paraissent-elles conduire à une amélioration de votre vie quotidienne ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Un peu.	52,7	(1 035)	50,3	(1 003)	51,8	(1 031)	52,8	(1 056)	55,9	(1 117)
Beaucoup.	33,1	(650)	37,5	(747)	35,7	(712)	35,4	(708)	31,3	(627)
Pas du tout.	14,2	(280)	12,2	(243)	11,8	(235)	10,8	(215)	12,5	(250)
Ne sait pas.	-	-	-	-	0,7	(15)	1,0	(21)	0,3	(6)
Ensemble	100,0	(1 965)	100,0	(1 992)	100,0	(1 993)	100,0	(2 000)	100,0	(2 000)

TABLEAU VI

Diffusion de l'informatique

Au cours des années à venir, la diffusion de l'informatique va modifier certains aspects des conditions de vie. Considérez-vous cette évolution comme :

Une chose...	1979		1980		1982	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Souhaitable	22,0	(439)	26,9	(538)	29,0	(580)
Peu souhaitable, mais inévitable. . .	53,7	(1 070)	47,0	(938)	47,4	(947)
Regrettable et dangereuse.	20,1	(402)	21,1	(421)	21,6	(433)
Cela dépend.	0,2	(4)	0,6	(11)	-	-
Ne sait pas.	4,0	(79)	4,4	(88)	2,0	(40)
Ensemble	100,0	(1 994)	100,0	(1 996)	100,0	(2 000)

TABLEAU VII
Problèmes d'énergie

Il existe actuellement certaines restrictions d'énergie concernant le chauffage. Dans les deux ans à venir, des pénuries beaucoup plus graves d'énergie vous paraissent-elles... ?

	1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Impossibles	2,5	(50)	5,3	(106)	4,8	(97)	5,4	(109)
Très peu probables.	13,7	(273)	20,5	(409)	34,2	(684)	39,7	(794)
Assez probables.	54,8	(1 094)	56,0	(1 118)	50,1	(1 003)	47,5	(951)
Quasi certaines.	27,7	(554)	16,6	(331)	9,6	(192)	6,3	(125)
Ne sait pas.	1,3	(26)	1,6	(32)	1,2	(24)	1,1	(22)
Ensemble	100,0	(1 997)	100,0	(1 996)	100,0	(2 000)	100,0	(2 000)

majoritaires, les opposants apparaissent cependant en 1982 plus nombreux (43 % contre 40 % en 1981) (tableau VIII). Ces derniers se situent parmi les couches les plus jeunes de la population : 28 % des enquêtés de moins de 25 ans et 26 % de ceux âgés de 25 à 34 ans se déclarent « pas du tout d'accord » contre 19 % en moyenne. De même, si *favoriser l'utilisation de l'énergie solaire* recueille un large consensus dans la population, l'opinion inverse est plus fortement exprimée cette année (15 % de réponses « peu » ou « pas du tout important » contre 11 % en 1981) (tableau IX). Ce sont ici les plus âgés qui sont les moins sensibilisés.

Le jugement porté sur les efforts faits en France dans le domaine des *économies d'énergie* semble moins sévère qu'en 1981 : 57 % (contre 61 %) les considèrent « insuffisants » (tableau X) : s'agissant d'une opinion exprimée, on peut se demander si les efforts ont été réellement plus importants, ou si l'opinion s'est légèrement démobilisée sur ce problème d'énergie ; une certaine concordance pourrait se dégager des questions qui viennent d'être évoquées : à mesure que le spectre de la pénurie semble s'évanouir, on se contente des efforts faits en matière d'économie et la recherche d'autres sources paraît relativement moins importante.

TABLEAU VIII
Problèmes d'énergie

En fait, cette part [du nucléaire dans la production d'électricité en France] est actuellement voisine de 45 %. Elle est appelée à croître dans l'avenir. Compte tenu de ces précisions à propos du développement de l'énergie nucléaire en France, êtes-vous d'accord avec cette politique énergétique ?

	1981		1982 (*)	
	%	Effectifs	%	Effectifs
Tout à fait d'accord.	24,2	(483)	22,8	(455)
Plutôt d'accord.	33,9	(677)	33,1	(662)
Assez peu d'accord.	23,6	(472)	24,3	(485)
Pas du tout d'accord.	16,5	(330)	18,5	(371)
Ne sait pas.	1,8	(37)	1,3	(26)
Ensemble	100,0	(2 000)	100,0	(2 000)

(*) Il était précisé, cette année là, que la part devait atteindre 70 % en 1990.

TABLEAU IX
Problèmes d'énergie

Vous paraît-il important de favoriser l'utilisation de l'énergie solaire ?

	1981		1982	
	%	Effectifs	%	Effectifs
Très important.	57,1	(1 141)	53,0	(1 059)
Assez important.	31,5	(630)	32,5	(649)
Peu important.	8,2	(165)	10,7	(214)
Pas important du tout.	2,6	(51)	3,8	(76)
Ne sait pas.	0,6	(13)	-	-
Ensemble.	100,0	(2 000)	100,0	(1 999)

TABLEAU X
Problèmes d'énergie

Avez-vous le sentiment que les efforts faits en France dans le domaine des économies d'énergie sont... ?

	1981		1982	
	%	Effectifs	%	Effectifs
Très importants.	3,1	(62)	4,6	(91)
Importants.	34,7	(693)	36,2	(724)
Insuffisants.	50,8	(1 016)	47,9	(959)
Très insuffisants.	10,0	(200)	9,4	(187)
Ne sait pas.	1,4	(29)	1,9	(39)
Ensemble.	100,0	(2 000)	100,0	(2 000)

2. TRAVAIL ET ORGANISATION DU TEMPS

L'existence de *conflits entre la vie professionnelle et la vie familiale* est plus fortement ressentie en 1982 que les années précédentes. 43 % de la population active mentionnent ces conflits, contre 32 % en 1981 et 28 % en 1978 (tableau XI). Les femmes actives se sentent en général plus concernées que les hommes, en particulier lorsqu'elles sont âgées de moins de 50 ans (48 %). Les couples mariés ou vivant en concubinage les signalent également plus souvent (45 %).

Plus ponctuellement, les souhaits des actifs salariés quant aux modalités d'une *réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures* se portent principalement sur « une demi-journée libre par semaine » (35 % des salariés de l'enquête). L'option « des journées libres pour prolonger des week-ends ou faire des ponts », qui en 1981 était apparue prioritaire (36 %) semble moins préconisée cette année (29 %). La modalité « 1 heure en moins de travail chaque jour pour mieux équilibrer votre journée » est citée par 16 % de cette population, notamment par les femmes de 25 à 34 ans (21 %) ; enfin, 12 % seraient favorables à la solution de « journées libres s'ajoutant aux congés

TABLEAU XI

Travail et organisation du temps

(Et maintenant), est-ce que dans l'organisation de votre semaine, votre vie de travail vient parfois en conflit avec votre vie personnelle ou familiale?

(Population active)

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Oui	28,1	(292)	35,1	(363)	35,4	(365)	32,3	(325)	43,5	(451)
Non	71,9	(750)	64,9	(671)	64,6	(665)	67,7	(681)	56,5	(586)
Ensemble	100,0	(1 042)	100,0	(1 034)	100,0	(1 030)	100,0	(1 006)	100,0	(1 038)

TABLEAU XII

Réduction du temps de travail

Dans le cas d'une réduction du temps de travail à 35 heures par semaine, que souhaiteriez-vous en priorité?

(Population active)

	1982	
	%	Effectifs
1 heure en moins de travail chaque jour pour mieux vivre votre journée (vie familiale, etc.)	15,9	(127)
Une demi-journée libre par semaine.	34,6	(276)
Des journées libres pour prolonger des week-ends ou faire des ponts.	29,4	(235)
Des journées libres s'ajoutant aux congés annuels.	12,0	(96)
Ne sait pas.	0,4	(3)
Sans objet.	7,7	(61)
Ensemble	100,0	(798)

annuels » : ce sont le plus souvent des hommes, et des hommes jeunes (près d'un quart de moins de 25 ans). Ajoutons que 8 % des salariés ne sont pas concernés (travail à temps partiel ou durée correspondant déjà aux 35 heures par semaine) (tableau XII).

Parmi les problèmes que connaissent les salariés, la possibilité de prendre quelque temps libre sur les heures de travail, pour effectuer des démarches administratives, demeure toujours une source de difficultés : si, pour 38 %, ceci se « fait sans difficulté » et si 36 % « peuvent s'arranger avec leur employeur », le problème demeure entier pour la minorité restante qui se trouve contrainte soit de prendre « une demi-journée de congés payés » (6 %) soit de « perdre une demi-journée de salaire » (4 %) ou tout simplement de ne « pouvoir s'absenter ». La lecture du tableau XIII indique que l'évolution la plus tangible au cours de ces dernières années serait une augmentation des salariés qui ne peuvent s'absenter (7 % en 1979, 9 % en 1980 et 11 % en 1982).

Dans ce domaine, les disparités tiennent en partie au statut du salarié mais peuvent se révéler importantes même à l'intérieur d'un statut particulier : si 47 % des salariés de

TABLEAU XIII

Travail et organisation du temps

Si vous avez une démarche administrative à faire pendant vos heures de travail :

(Population salariée)

	1979		1980		1982	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Vous la faites sans difficulté.	35,7	(297)	40,4	(338)	38,4	(316)
Vous vous arrangez avec votre employeur.	36,7	(304)	37,3	(313)	36,0	(296)
Vous prenez une demi-journée de congés payés.	6,0	(50)	6,3	(53)	5,9	(49)
Vous perdez une demi-journée de salaire.	9,3	(78)	5,8	(49)	4,3	(35)
Vous ne pouvez pas vous absenter.	6,9	(58)	8,6	(72)	11,2	(92)
Autre solution.	5,6	(46)	1,6	(14)	4,2	(34)
Ensemble	100,0	(833)	100,0	(838)	100,0	(823)

l'État peuvent effectuer ces démarches sans difficulté, 16% se trouvent dans l'impossibilité de les effectuer; 42% des salariés du secteur nationalisé peuvent s'arranger avec l'employeur, mais 11% doivent prendre un demi-jour de congé. Pour les salariés du secteur privé pris globalement, les solutions sont moins contrastées. La taille de l'entreprise joue également : l'absence de difficulté est assez fréquente dans les plus grosses unités (1000 employés et plus : 50%) et les plus petites (moins de 10 salariés : 47%).

D'autres questions permettent encore d'apprécier l'importance des contraintes de temps liées au travail : par exemple, la possibilité de *choisir les horaires de travail* touche

TABLEAU XIV

Travail et organisation du temps

(Population active)

	1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Peuvent choisir leurs horaires de travail.	-	-	19,2	(160)	17,9	(142)	19,7	(162)
Se déclarent soumis au pointage (ou autre contrôle des horaires).	33,2	(276)	30,5	(255)	26,7	(211)	34,1	(280)
Ont subi des réductions d'horaires les douze derniers mois.	9,6	(80)	9,8	(82)	15,8	(125)	42,2	(347) (*)
Ont été au chômage au cours des 12 derniers mois.	8,9	(94)	9,1	(95)	11,4	(115)	11,3	(117)
Retour au domicile pour le déjeuner.	53,6	(564)	54,0	(560)	-	-	43,9	(373)

(*) L'écart observé en 1982 est en partie dû à la réduction de la durée légale de travail (39 heures par semaine).

20% des actifs salariés, pourcentage stable depuis 1980; le *contrôle des horaires* (pointage ou autre forme de contrôle) concerne, en 1982, une partie plus importante de cette population : 34% des salariés s'y déclarent soumis. Ce pourcentage est le plus fort enregistré depuis 1979. De même, les *réductions d'horaires* (au cours des 12 mois précédant la date de l'interview) ont affecté 42% de ces enquêtés : l'écart important observé cette année par rapport aux phases précédentes (+26 points de 1981 à 1982) traduit, en partie, l'impact de la législation en ce domaine (durée légale de travail ramenée à 39 heures par semaine).

A l'inverse, le *retour au domicile pour le déjeuner* apparaît moins fréquent (44% de l'ensemble des actifs en 1982 contre 54% en 1979 et 1980). Enfin, 11% des enquêtes actifs ont connu une *période de chômage* (au cours des 12 mois précédant l'interview), proportion identique à celle relevée en 1981 (tableau XIV); les jeunes de moins de 25 ans, des deux sexes, ont été les plus touchés (28,5%).

3. FAMILLE ET POLITIQUE FAMILIALE

Les questions relatives à la famille traduisent une évolution qui se confirme au cours des cinq phases d'enquête. Les opinions exprimées selon l'âge des personnes interrogées corroborent cette tendance. Par exemple, si pour une large majorité de Français, *la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu*, cette majorité ne cesse de se réduire en passant de 70% en 1978 à 61% en 1982 (tableau XV). Les hommes expriment cet attachement à la famille plus souvent que les femmes, et les personnes mariées ou veuves plus que les autres.

De même, le *mariage* apparaît de moins en moins comme « une union indissoluble » (de 29% en 1978 à environ 25% en 1982); par contre, progressent les idées selon lesquelles « l'union peut être dissoute dans des cas très graves » (de 32% en 1978 à 37% en 1982), ou même « par simple accord entre les parties » (de 33% en 1978 à 36% en 1982) (tableau XVI). Les réponses varient évidemment selon l'âge des individus enquêtés : les tenants de l'indissolubilité augmentent avec l'âge, tandis que les partisans de la dissolution pour des problèmes graves se recrutent davantage parmi les personnes d'âge moyen ; les plus jeunes se prononcent plutôt pour la dissolution par simple accord entre les parties.

A propos du *travail des femmes*, l'opinion selon laquelle « elles ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge » fait de moins en moins d'adeptes (de 41% en 1978 à 33% en 1982); en revanche, davantage de Français estiment « qu'elles devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent » (de 30% en 1978 à 37% en 1982) (tableau XVII). Ici encore, l'influence de l'âge se fait sentir, même plus fortement que le sexe. Les plus âgés ont tendance à préférer que les mères de jeunes enfants ne travaillent pas, alors que les plus jeunes défendent le travail des femmes qui souhaitent conserver leur activité.

En ce qui concerne les attitudes à l'égard des *rôles conjugaux*, il semble que l'on soit parvenu à une certaine stabilisation : environ 60% des individus pensent que toutes les tâches doivent indifféremment être accomplies par l'homme et par la femme (tableau XVIII).

Dans le domaine de la *politique familiale*, les mesures de relèvement des prestations familiales ne paraissent pas être passées inaperçues chez les enquêtés : la proportion de ceux qui les trouvaient insuffisantes a diminué en 1982 par rapport à 1981 (de 64 à 60%), mais demeure cependant à un niveau relativement élevé (tableau XIX). Le fait que les personnes interrogées ont (ou ont eu) des enfants ne semble pas avoir d'influence sur ce jugement.

Parmi les différentes modalités d'*accroissement de l'aide aux familles*, les transferts monétaires demeurent les premiers cités, bien que les pourcentages soient en diminution (de 56% en 1978 à 45% en 1982). Les Français semblent devenir plus favorables à un

TABLEAU XV

Famille

Êtes-vous d'accord avec l'idée suivante « la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu » ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Oui.	69,7	(1 377)	68,7	(1 363)	66,6	(1 316)	63,7	(1 275)	60,8	(1 216)
Non.	30,3	(598)	31,3	(621)	33,4	(659)	36,0	(720)	39,1	(781)
Ne sait pas.	-	-	-	-	-	-	0,3	(5)	0,1	(3)
Ensemble.	100,0	(1 975)	100,0	(1 984)	100,0	(1 975)	100,0	(2 000)	100,0	(2 000)

TABLEAU XVI

Famille

Parmi ces opinions, quelle est celle qui se rapproche le plus de la vôtre ? Le mariage est :

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Une union indissoluble.	29,1	(580)	29,3	(583)	28,1	(562)	23,9	(479)	24,5	(489)
Une union qui peut être dissoute dans des cas très graves.	32,4	(644)	34,6	(691)	33,4	(669)	36,0	(719)	36,9	(738)
Une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties.	33,0	(657)	31,5	(627)	33,5	(670)	36,0	(719)	35,6	(711)
Ne sait pas.	5,5	(109)	4,6	(92)	5,0	(99)	4,1	(82)	3,1	(61)
Ensemble.	100,0	(1 990)	100,0	(1 992)	100,0	(1 999)	100,0	(1 999)	100,0	(1 999)

TABLEAU XVII

Travail des femmes

Des opinions diverses peuvent être exprimées à propos du travail des femmes. Quel est le point de vue qui semble correspondre le mieux au vôtre?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Elles ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge.	40,6	(809)	38,4	(766)	41,3	(803)	33,4	(668)	32,7	(654)
Elles ne devraient travailler que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire.	22,4	(446)	22,8	(456)	21,8	(424)	19,6	(393)	23,7	(474)
Elle devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent.	29,5	(588)	31,7	(633)	30,6	(596)	40,4	(809)	37,3	(745)
Elles devraient toujours travailler.	1,1	(22)	1,2	(23)	1,7	(32)	1,3	(25)	1,8	(37)
Elles ne devraient jamais travailler.	5,5	(110)	4,5	(91)	3,7	(73)	4,6	(91)	3,9	(79)
Ne sait pas.	0,8	(17)	1,4	(28)	0,9	(18)	0,7	(15)	0,6	(12)
Ensemble	100,0	(1992)	100,0	(2000)	100,0	(2000)	100,0	(2000)	100,0	(2000)

TABLEAU XVIII

Partage des rôles

Pensez-vous que dans les travaux du ménage et les soins des enfants... ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Toutes les tâches incombent à la femme.	8,2	(164)	6,3	(125)	6,0	(117)	6,8	(136)	5,0	(100)
Certaines tâches incombent plutôt à la femme.	30,4	(603)	34,1	(680)	30,1	(585)	30,5	(611)	33,1	(662)
Toutes les tâches doivent indifféremment être accomplies par l'homme et la femme.	60,6	(1 206)	58,0	(1 159)	62,8	(1 222)	61,2	(1 224)	61,5	(1 230)
Ne sait pas.	0,8	(16)	1,6	(32)	1,1	(21)	1,5	(29)	0,4	(8)
Ensemble	100,0	(1 989)	100,0	(1 996)	100,0	(1 945)	100,0	(2 000)	100,0	(2 000)

accroissement des équipements collectifs (tableau XX); encore faut-il noter que cette demande émane moins des familles qui ont (ou ont eu) des enfants que des autres (parmi ces derniers, 32% sont favorables aux équipements collectifs contre 28% pour l'ensemble). Les effectifs des partisans d'un accroissement des services ont tendance à augmenter avec l'âge des enquêtés.

TABLEAU XIX

Politique familiale

Vous savez que les familles qui ont des enfants touchent des prestations destinées à les aider et à compenser les charges que représentent ces enfants. Pensez-vous que cette aide est globalement... ?

	1981		1982	
	%	Effectifs	%	Effectifs
Suffisante	31,2	(624)	35,8	(715)
Insuffisante	64,0	(1 280)	59,9	(1 198)
Ne sait pas	4,7	(94)	4,3	(86)
(Injustifiée)	0,1	(2)	(ε)	(1)
Ensemble	100,0	(2 000)	100,0	(2 000)

4. L'ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE

D'une manière générale, la *préservation de l'environnement* reste pour les Français quelque chose d'important (97% dont 66% de « très important »), cette tendance s'étant peut-être davantage manifestée au cours des deux dernières enquêtes (tableau XXI). Mais, quand il s'agit de participer à une action de défense de l'environnement, ils sont moins de 15% à se déclarer prêts à le faire.

Plus particulièrement, les personnes interrogées ne manifestent pas un fort mécontentement sur leur *cadre de vie quotidien*. En premier lieu, elles se disent satisfaites du cadre qui entoure leur logement (78%), bien qu'une certaine détérioration soit apparue en 1981 et 1982 (tableau XXII). L'insatisfaction serait plutôt le fait des jeunes, soit qu'ils n'aient pas encore pu trouver le cadre leur convenant, soit qu'ils se montrent plus exigeants. De même, et probablement en raison de la structure par âge, les enquêtés vivant dans des petites localités (village ou bourg) ou en habitat dispersé sont plus souvent satisfaits (respectivement 84 et 86%) que ceux qui résident en ville ou dans leur périphérie (respectivement 73 et 77%).

Parmi les gênes ressenties, celles provenant des *bruits* restent à un niveau relativement stable (38% des individus reconnaissent en 1982 être gênés à leur domicile par les bruits). Bien évidemment, cette gêne tend à augmenter avec la taille de l'agglomération où réside l'enquêté. Mais le type de logement qu'il occupe n'est pas neutre non plus quant aux bruits gênants : ainsi en souffrent 62% des habitants de HLM et ILN, et 55% des habitants d'autres immeubles alors que les occupants de pavillon ne dénoncent une gêne que dans la proportion de 23%.

Cependant, une grande partie de la population semble ne pas attribuer beaucoup de *pouvoirs aux services administratifs locaux* (mairie, préfecture, commissariat...) pour lutter contre les bruits. Seulement 36% estiment que ces services « s'intéresseraient éventuellement à leurs plaintes », et 35% pensent que ces services « ont le pouvoir et les moyens d'intervenir efficacement » (tableau XXIII). Précisons à nouveau qu'il ne s'agit que des opinions exprimées par les enquêtés.

TABLEAU XX

Politique familiale

Parmi les solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour accroître l'efficacité de cette aide ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Une augmentation de l'aide en argent.	55,5	(1 098)	53,1	(1 060)	53,4	(1 062)	40,2	(803)	45,0	(899)
Un accroissement des équipements collectifs.	21,2	(420)	21,1	(421)	22,2	(441)	30,7	(615)	28,1	(562)
Un accroissement des services (aides ménagères). . .	14,7	(291)	17,2	(343)	15,9	(317)	18,8	(375)	16,9	(338)
Ne sait pas.	8,7	(171)	8,6	(171)	8,5	(169)	10,3	(205)	10,0	(199)
Ensemble	100,0	(1 980)	100,0	(1 995)	100,0	(1 989)	100,0	(1 998)	100,0	(1 999)

TABLEAU XXI

Environnement

Est-ce que la préservation de l'environnement constitue pour vous quelque chose de... ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Très important.	63,6	(1 264)	64,4	(1 285)	59,1	(1 181)	67,8	(1 356)	65,6	(1 311)
Assez important.	29,1	(578)	29,9	(597)	32,9	(658)	27,8	(555)	31,1	(622)
Peu important.	4,9	(97)	4,4	(88)	6,3	(125)	3,1	(63)	2,8	(55)
Pas important du tout.	2,4	(47)	1,3	(26)	1,7	(35)	1,3	(26)	0,6	(11)
Ensemble	100,0	(1 986)	100,0	(1 996)	100,0	(1 999)	100,0	(2 000)	100,0	(2 000)

TABLEAU XXII

Environnement

Que pensez-vous de votre cadre de vie quotidien, c'est-à-dire ce qui entoure le logement où vous vivez; êtes-vous... ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Très satisfait.	29,7	(593)	30,4	(608)	27,8	(555)	27,7	(554)	26,2	(525)
Satisfait.	49,8	(994)	54,0	(1 078)	55,0	(1 099)	53,5	(1 069)	52,1	(1 042)
Peu satisfait.	15,8	(314)	12,0	(240)	12,8	(257)	14,2	(284)	16,4	(328)
Pas satisfait du tout.	4,7	(94)	3,6	(72)	4,4	(89)	4,6	(93)	5,3	(105)
Ensemble.	100,0	(1 995)	100,0	(1 998)	100,0	(1 999)	100,0	(2 000)	100,0	(2 000)

TABLEAU XXIII

Environnement

Pensez-vous qu'en matière de bruits, les services administratifs proches de votre domicile (mairie, préfecture, commissariat...) ?

	1982							
	Oui		Non		Ne sait pas		Ensemble	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
S'intéresseraient éventuellement à vos plaintes.	35,9	(719)	62,2	(1 243)	1,9	(38)	100,0	(2 000)
Ont le pouvoir et les moyens d'intervenir efficacement.	34,7	(693)	62,7	(1 255)	2,6	(52)	100,0	(2 000)

Dans le domaine alimentaire, 73 % des personnes interrogées expriment leur méfiance sur la qualité de certains produits. Ce comportement se révèle plus fréquent chez les femmes (la proportion atteint 77 %), entre 25 et 49 ans (76 %), et chez les individus qui ont (ou ont eu) des enfants (76 %). Parmi les substances parfois présentes dans les aliments, qui sont dénoncées comme les plus dangereuses, il y a concurrence entre les hormones (24 %), les colorants (24 %) et les métaux lourds (23 %) (tableau XXIV).

En matière de santé, plus précisément, 56 % des Français affirment leur désaccord avec l'idée selon laquelle « le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins ». La décroissance de l'item « tout à fait d'accord » est relativement régulière (tableau XXV).

Cependant, en cas de recours à la médecine, les avis sont très partagés pour savoir si l'on est « mieux soigné quand on a de l'argent et des relations » : 38 % expriment leur désaccord avec cette opinion, alors que 29 % sont « tout à fait d'accord » et 33 % « assez d'accord » (tableau XXVI).

TABLEAU XXIV

Qualité des produits

Quelles sont à votre avis, parmi les substances parfois présentes dans les aliments, les deux plus dangereuses pour votre santé ?

	1982	
	Réponse n° 1	
	%	Effectifs
Hormones	23,9	(478)
Résidus d'engrais (nitrates).	11,7	(234)
Additifs alimentaires (colorants, conservateurs...).	23,6	(472)
Résidus de traitement (insecticides, pesticides...).	16,6	(332)
Métaux lourds (mercure, plomb).	23,3	(466)
Autre	0,9	(18)
Ensemble	100,0	(1999)

TABLEAU XXV

Problèmes de santé

Êtes-vous d'accord avec les opinions suivantes ?

Le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins...

	1978	1979	1980	1981	1982
	% Effectifs				
Tout à fait d'accord.	16,9 (334)	15,3 (306)	14,9 (298)	12,7 (253)	12,9 (257)
Assez d'accord.	36,3 (717)	31,1 (622)	30,8 (615)	31,0 (619)	31,5 (628)
Pas d'accord (1).	46,8 (925)	53,6 (1071)	54,3 (1081)	56,3 (1123)	55,6 (1110)
Ensemble	100,0 (1976)	100,0 (1999)	100,0 (1995)	100,0 (1994)	100,0 (1995)

(1) « Pas très d'accord » et « Pas du tout d'accord ».

TABLEAU XXVI

Problèmes de santé

Êtes-vous d'accord avec les opinions suivantes ?

On est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations...

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Tout à fait d'accord.	29,3	(568)	22,0	(438)	26,6	(528)	32,3	(646)	29,0	(580)
Assez d'accord.	29,9	(581)	32,1	(638)	32,6	(648)	31,5	(628)	33,3	(665)
Pas d'accord.	40,8	(792)	45,9	(912)	40,8	(811)	36,2	(722)	37,7	(754)
Ensemble	100,0	(1941)	100,0	(1988)	100,0	(1987)	100,0	(1995)	100,0	(1998)

5. ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE ET DES CONDITIONS DE VIE

Précisons à nouveau qu'il s'agit ici d'opinions émises par des personnes qui ont été interrogées à l'automne 1982. Dès cette époque, le bilan que dressent les Français sur *l'évolution de leur propre niveau de vie* depuis 10 ans est le plus défavorable depuis 1978 : le pourcentage des enquêtés estimant que « ça va mieux » est le plus faible enregistré depuis 5 ans (32% contre 40% en 1981 et 46% en 1978); à l'inverse, la détérioration ressentie atteint son niveau le plus élevé : 36% des individus pensent que « ça va moins bien » (ils étaient 32% en 1981, et 24% en 1978) (tableau XXVII). L'indicateur synthétique (1) apparaît négatif pour la première fois cette année (-3,9) (cf. graphique 1).

Rappelons que les rémunérations venaient d'être bloquées pendant l'été et que 84% des enquêtés estiment avoir été touchés par cette mesure entre juillet et octobre 1982. Les personnes qui ont vu leur rémunération augmenter durant cette période l'attribuent à une promotion, à un changement (notamment d'employeur), à l'indexation du SMIC ou à des heures supplémentaires.

La même tendance se dessine quant au jugement porté sur l'évolution du *niveau de vie de l'ensemble des Français*, qui apparaît particulièrement « pessimiste » : 44% des personnes interrogées jugent qu'il s'est détérioré, contre 38% en 1981, 28% en 1978, soit un écart de 16 points (tableau XXVIII). Au cours des cinq vagues d'enquête, le jugement porté sur l'évolution du niveau de vie des Français a constamment été plus « pessimiste » que celui qui concerne le niveau de vie propre.

L'indicateur synthétique (concernant le niveau de vie des Français), qui était déjà négatif en 1980 (-2,3) et qui était remonté l'année suivante (1,0) rechute fortement en 1982 (-13,3) (voir graphique 1).

En ce qui concerne le *niveau de vie des célibataires* (et des ménages sans enfant), les Français sont de moins en moins optimistes : l'indicateur continue à enregistrer une baisse : 12,3 en 1978, 10,2 en 1979, 4,7 en 1980, 1,7 en 1981, -5,6 en 1982.

Enfin, les Français affichent également un optimisme plus modéré à propos du *niveau de vie des familles nombreuses* et de *celui des retraités*, qui étaient perçus en nette amélioration à l'automne 1981. L'indicateur passe de 20,3 à 14,8 dans le premier cas et de 28,5 à 25,5 dans le second (cf graphique ci-après).

En outre, si l'optimisme n'est pas de rigueur quant à l'évolution des niveaux de vie, pour l'ensemble des catégories de population, il ne l'est guère plus pour *l'évolution*

(1) Indicateur proposé par le C.E.R.C. : pourcentage des réponses « ça va mieux » moins pourcentage des réponses « ça va moins bien ».

TABLEAU XXVII
Évolution du niveau de vie

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années.. ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Ça va mieux.	45,9	(916)	44,6	(890)	39,1	(781)	39,6	(792)	32,0	(641)
C'est pareil.	27,0	(540)	25,3	(505)	24,5	(490)	26,7	(534)	29,1	(583)
Ça va moins bien.	24,4	(486)	27,7	(554)	33,6	(671)	31,6	(633)	35,9	(717)
Ne sait pas.	2,7	(54)	2,4	(47)	2,8	(55)	2,1	(42)	3,0	(59)
Ensemble	100,0	(1996)	100,0	(1996)	100,0	(1997)	100,0	(1999)	100,0	(2000)

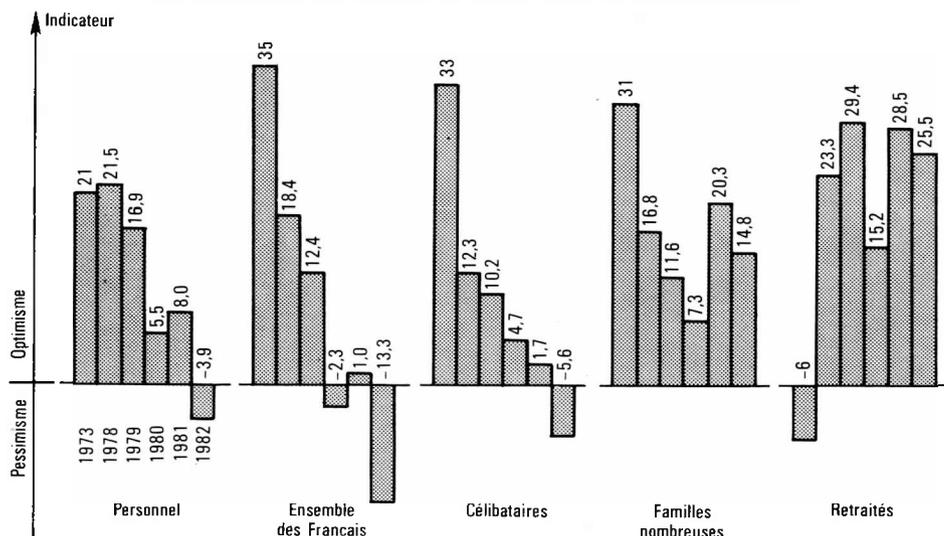
TABLEAU XXVIII
Évolution du niveau de vie

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous depuis une dizaine d'années... ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Ça va mieux.	46,7	(934)	44,5	(889)	37,3	(746)	38,6	(773)	30,6	(614)
C'est pareil.	17,3	(345)	16,4	(327)	16,5	(330)	17,5	(350)	21,1	(422)
Ça va moins bien.	28,3	(566)	32,1	(642)	39,6	(791)	37,7	(754)	43,9	(878)
Ne sait pas.	7,7	(154)	7,0	(140)	6,6	(131)	6,2	(124)	4,3	(87)
Ensemble	100,0	(1999)	100,0	(1998)	100,0	(1997)	100,0	(2000)	100,0	(2000)

future des conditions de vie ; les anticipations sont ici très proches de celles qui avaient été formulées en 1980 : au cours des 5 prochaines années, 24% des individus pensent que leurs conditions de vie « vont s'améliorer » (ils étaient 31% l'an dernier) et 38% considèrent qu'elles « vont se détériorer » (contre 39% l'an dernier) (tableau XXIX). Le « pessimisme » aurait tendance à croître avec l'âge, les plus jeunes espérant bien évidemment que leurs conditions de vie vont s'améliorer.

GRAPHIQUE 1
Opinion de l'ensemble des Français
sur l'évolution des niveaux de vie en 1973, et de 1978 à 1982.



Les Français déclarent toujours majoritairement s'imposer régulièrement des restrictions sur des postes de leur budget, même s'ils sont un peu moins nombreux que l'an dernier (64 contre 66%), (tableau XXX). Sont particulièrement concernés les enquêtés se situant entre 25 et 49 ans (71% d'entre eux), et ceux dont les revenus sont faibles (71% des individus dont le revenu annuel du foyer déclaré est inférieur à 65 000 F) ou moyens (70% entre 65 000 F et 85 000 F) ; les ménagères, les employés et les ouvriers affirment également, plus souvent que les autres catégories, devoir se restreindre.

Les postes sur lesquels jouent ces restrictions budgétaires demeurent en priorité « les vacances et les loisirs », « l'habillement », « l'achat d'équipement ménager », tous trois cités dans des proportions encore plus fortes cette année (respectivement 80 contre 78% en 1981 pour le premier, 71 contre 65% pour le second, 62 contre 59% pour le troisième).

On notera encore que ces restrictions concernent plus ou moins fortement, mais systématiquement, d'autres postes, notamment « la voiture » (55 contre 51% l'an dernier), « le logement » (32 contre 29%), « la boisson et le tabac » (31 contre 29%), mais aussi « les dépenses pour les enfants » (22 contre 20%). Seules les restrictions sur « les soins médicaux » se stabilisent au même niveau (9%) (tableau XXXI).

Les jugements portés sur les dépenses de logement (tableau XXXII) restent relativement stables, au fil des enquêtes, malgré quelques légères fluctuations ; l'année 1982 correspond ainsi à un point moyen, alors qu'en 1981 ces charges paraissaient plus lourdes. 59% des Français estiment que ces charges ne leur « posent pas un gros

TABLEAU XXIX

Évolution des conditions de vie

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer au cours des 5 prochaines années... ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Vont s'améliorer.	25,9	(517)	22,4	(449)	21,1	(420)	30,7	(615)	23,8	(475)
Vont rester semblables.	32,1	(642)	35,2	(704)	31,0	(619)	29,5	(591)	31,0	(621)
Vont se détériorer.	29,9	(598)	33,7	(674)	38,2	(763)	28,8	(577)	37,8	(755)
Ne sait pas.	12,1	(242)	8,7	(173)	9,7	(194)	10,9	(218)	7,4	(149)
Ensemble.	100,0	(1999)	100,0	(2000)	100,0	(1996)	100,0	(2000)	100,0	(2000)

TABLEAUX XXX

Gestion du budget, restrictions

Etes-vous obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Oui.	52,4	(1 037)	52,4	(1 029)	59,3	(1 184)	65,7	(1 313)	64,1	(1 283)
Non.	47,6	(941)	47,6	(934)	40,7	(814)	34,3	(687)	35,9	(718)
Ensemble.	100,0	(1 978)	100,0	(1 963)	100,0	(1 998)	100,0	(2 000)	100,0	(2 000)

TABLEAU XXXI

Restrictions

Ces restrictions concernent les postes suivants : (population ayant répondu se restreindre sur ces postes).

Restrictions sur...	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Vacances et loisirs.	72,9	(754)	72,3	(743)	71,6	(844)	77,5	(1 015)	80,0	(1 024)
Habillement	67,3	(694)	64,6	(663)	66,4	(784)	65,0	(854)	71,4	(914)
Achat d'équipement ménager.	57,6	(596)	49,6	(509)	53,5	(633)	58,7	(771)	62,1	(794)
Voiture	42,3	(437)	39,1	(401)	52,1	(616)	51,3	(671)	55,3	(707)
Soins de beauté.	45,2	(465)	38,5	(395)	41,1	(485)	49,5	(646)	50,9	(650)
Alimentation	20,0	(206)	25,1	(257)	27,1	(320)	25,6	(335)	26,6	(340)
Logement	26,9	(277)	21,2	(217)	26,8	(317)	28,8	(377)	32,0	(409)
Boisson et tabac.	24,2	(250)	20,6	(211)	21,6	(256)	28,9	(379)	30,6	(391)
Dépenses pour les enfants (*).	5,0	(51)	15,4	(157)	18,2	(215)	20,0	(260)	21,6	(273)
Soins médicaux.	6,4	(66)	7,6	(78)	8,4	(99)	8,9	(117)	8,9	(113)

(*) En 1978 l'item était libellé ainsi : « Education des enfants ».

TABLEAU XXXII

Logement

Les dépenses de logement sont :

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
Négligeables.	15,4	(301)	15,6	(309)	16,3	(323)	12,9	(258)	14,3	(286)
Pas un gros problème.	47,7	(928)	43,1	(858)	43,3	(857)	44,2	(884)	44,7	(894)
Une lourde charge.	27,8	(542)	31,2	(619)	29,6	(587)	34,3	(687)	31,6	(632)
Une très lourde charge.	5,4	(106)	5,7	(113)	6,3	(126)	4,8	(96)	5,7	(115)
Une charge insupportable.	1,1	(21)	1,3	(26)	1,7	(34)	1,3	(27)	1,1	(21)
Ne sait pas	2,6	(51)	3,1	(61)	2,8	(56)	2,4	(47)	2,6	(53)
Ensemble	100,0	(1949)	100,0	(1986)	100,0	(1981)	100,0	(1999)	100,0	(2000)

TABLEAU XXXIII

Équipement

Disposez-vous ?

	1978		1979		1980		1981		1982	
	%	Effectifs								
D'un téléphone.	55,9	(1 115)	64,2	(1 283)	70,9	(1 417)	78,1	(1 560)	81,6	(1 632)
D'un téléviseur couleur.	33,2	(661)	36,9	(736)	46,1	(919)	53,6	(1 073)	57,3	(1 147)
D'une machine à laver la vaisselle.	16,8	(335)	17,7	(353)	19,9	(398)	21,8	(435)	24,0	(480)

TABLEAU XXXIV

Transports en commun et automobile

Êtes-vous d'accord avec les propositions suivantes :

1982

	Tout à fait d'accord		Assez d'accord		Peu d'accord		Pas du tout d'accord		Ne sait pas		Ensemble	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Les transports en commun sont chers.	31,9	(638)	32,6	(652)	20,7	(413)	7,9	(159)	6,9	(138)	100,0	(2 000)
Avec eux, on peut se rendre un peu partout.	24,9	(497)	38,7	(774)	20,3	(405)	10,6	(212)	5,6	(111)	100,0	(2 000)
La voiture permet de gagner beaucoup de temps en ville.	9,3	(186)	24,1	(482)	33,4	(669)	31,4	(629)	1,8	(35)	100,0	(2 000)
Les difficultés de stationnement amènent à renoncer à l'usage de la voiture en ville. .	41,4	(829)	36,7	(733)	12,7	(254)	7,4	(148)	1,8	(37)	100,0	(2 000)

TABLEAU XXXV

Vacances

En ce qui concerne vos prochaines vacances de l'été 1983...

	1982	
	%	Effectifs
Vous envisagez de partir en juillet ou en août uniquement.	36,1	(723)
Vous envisagez de partir avant juillet (mai ou juin) ou après août (septembre).	17,2	(345)
Vous savez déjà que vous ne partirez certainement pas. . .	35,6	(712)
Autre	11,0	(220)
Ensemble	100,0	(2 000)

problème » ou sont même « négligeables » (ils étaient 57% en 1981) ; cette appréciation émane plus souvent de propriétaires (68%). Les accédants à la propriété ou les locataires les jugent plus lourdes, respectivement 49 et 47 contre 37% pour l'ensemble de la population. Il en est de même pour les revenus inférieurs à 55 000 F, Paris et les habitants d'agglomérations plutôt petites (de 5 000 à 50 000 habitants).

Les *taux d'équipement* des Français ⁽¹⁾ progressent toujours fortement pour certains biens : il en est ainsi du téléphone dont le taux passe de 56 à 82% de 1978 à 1982, du téléviseur couleur (de 33 à 57%), et dans une moindre mesure de la machine à laver la vaisselle (de 17 à 24%), (tableau XXXIII).

Dans le domaine des *transports*, plusieurs questions sont relatives à l'image des transports en commun, mais aussi à celle de la voiture. 65% des personnes interrogées estiment encore que « les transports en commun sont chers » (ils étaient 67% en 1981). Mais, 64% pensent qu'« avec eux on peut se rendre partout » ; cette opinion peut refléter plusieurs aspects vécus : par exemple, l'habitude d'utiliser les transports en commun, les difficultés rencontrées personnellement dans les déplacements les plus courants,... Globalement, l'image des transports en commun est loin d'être négative, alors qu'il n'en est pas de même pour l'automobile, notamment sur les aspects de gain de temps. 65% des enquêtés expriment leur désaccord avec l'assertion suivant laquelle « la voiture permet de gagner beaucoup de temps en ville ». Et 78% considèrent même que « les difficultés de stationnement amènent à renoncer à l'usage de la voiture en ville » ; cet inconvénient vient-il s'ajouter au précédent, ou en fournit-il un élément d'explication ? Il est difficile de trancher (tableau XXXIV).

Enfin, à propos des *vacances* de l'été 1983, 36% de la population pensaient, lors du déroulement de l'enquête à l'automne 1982, ne pas partir ; à l'automne 1981, la proportion était identique concernant les vacances d'été 1982 ; il s'agit, le plus souvent, de personnes n'exerçant pas d'activité professionnelle.

En ce qui concerne les dates de ceux qui partent, les comparaisons sont difficiles à faire entre 1981 et 1982 puisque les modalités de réponses ont été sensiblement modifiées. Il ressort, cependant, que l'étalement des vacances n'est toujours pas un phénomène réel : 36% des personnes envisagent de partir en juillet ou en août uniquement, alors que 17% citent plutôt mai, juin ou septembre (tableau XXXV). Notons que si 24% des Français partent en juillet-août pour des motifs de leur choix, 76% le font parce qu'ils n'ont pas d'autres solutions. Pour ces derniers, les contraintes demeurent fortes et résultent surtout de la fermeture de leur entreprise ou de celle de leur conjoint (60%), ou encore des dates de congé scolaire de leurs enfants (25%).

(1) Proportion d'individus « possédant ou disposant » et non proportion de logements équipés.

CONSOMMATION-REVUE DE SOCIO-ÉCONOMIE

AU SOMMAIRE DES DERNIERS NUMÉROS

1981

- N° 2. — Transformation de la morphologie sociale des communes et variation des consommations. — L'arbitrage autarcie-marché : une explication du travail féminin. — Participation, emploi et travail domestique des femmes mariées. — Conditions de vie et aspirations des Français 1978-1981.
- N° 3. — Liberté ou planification en matière de recherche médicale. — Popularité des gouvernants et politique économique. — L'effet redistributif du régime de retraite de la Sécurité sociale des États-Unis. — La théorie économique de la famille : une critique méthodologique. — L'économie non officielle. — Politique conjoncturelle et fluctuations de la construction de logements aux États-Unis.
- N° 4. — La production d'enseignement supérieur dans les établissements français. Demande médicale induite par l'offre : chimère ou réalité ? — Les styles de vie. Pour une réinterprétation de la notion de tendance. — Mode de vie et style de vie. Quatre observations sur le fonctionnement des termes. — Styles de vie et courants socio-culturels : pour quoi faire ?.

1982

- N° 1. — La rationalité économique des artisans. — L'analyse statistique des réponses libres dans les enquêtes socio-économiques. — Conjoncture économique et cycle des grèves.
- N° 2. — L'évolution du rapport patrimoine/revenu au cours du cycle de vie : une comparaison France-Canada. — Les déterminants de la mobilité matrimoniale. — Allocation rationnelle du temps des ménages en Colombie. — La planification, les coûts et les avantages des actions médicales.
- N° 3. — Confluences. — Convergence dans les systèmes nationaux de relations professionnelles. — Relations industrielles, rapport salarial et régulation : l'inflexion néo-libérale. — La prise en compte des ressources dans l'attribution des aides monétaires aux familles. — Conditions de vie et aspirations des Français. Premiers résultats de la quatrième phase.
- N° 4. — Le langage de l'abstention. — Les jeux de la précision et du silence. — La gestion sociale des silences. — Le malaise de la macro-économie et l'économie invisible. — La consommation élargie en Autriche. — Extrapolation des tableaux de la consommation par C.S.P.

1983

- N° 1. — Les modes de consommation de quelques pays occidentaux : comparaison et lois d'évolution (1960-1980). — Les ressources des familles et l'impact des prestations familiales. — Mobilité sociale des ménages et évolution économique.
- N° 2. — L'évolution de la consommation marchande en Europe et aux USA depuis 1960. — L'indice des prix de la C.G.T. : une analyse critique. — Remarques sur une critique de l'indice C.G.T. — L'élasticité-revenu des dépenses publiques : les problèmes théoriques et empiriques de son évaluation.

AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMÉRO

Plaidoyer et agenda pour la prise en compte des ressources humaines dans la recherche relative aux pays sous-développés. Trajectoires professionnelle des femmes et vie familiale. L'inquiétude dans les enquêtes d'opinions. Comportement en cours d'études et emploi.

COPYRIGHT

The appearance of the code at the bottom of the first page of an article in this journal indicates the copyright owner's consent that copies of the article may be made for personal or internal use, or for the personal or internal use of specific clients. This consent is given on the condition, however, that the copier pay the stated per-copy fee through the Copyright Clearance Center, Inc., Operations Center, 21, Congress St., SALEM, MASS. 01970, U.S.A. for copying beyond that permitted by Sections 107 or 108 of the U.S. Copyright Law. This consent does not extend to other kinds of copying, such as copying for general distribution, for advertising or promotional purpose, for creating new collective works, or for resale.

IMPRIMERIE GAUTHIER-VILLARS, France

Dépôt légal 1983 · Imprimeur : 2483 — Éditeur : 020 — CPPP 56687

6163

septembre 1983.

Imprimé en France

Le Directeur de la publication : JEAN-MANUEL BOURGOIS

Dunod

tel père, tel fils ?

Position sociale et origine familiale

Claude Thélot

Préface de Jean Fourastié

Collection L'œil économique

**Qui monte et qui descend
l'échelle sociale ?**

Une analyse, chiffres à l'appui,
de l'évolution des statuts
sociaux en France

Claude THÉLOT

tel père, tel fils ?

Position sociale et origine familiale

Préface de Jean Fourastié



dunod

CREDOC

Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie

Le C.R.E.D.O.C., Association sans but lucratif régie par la loi de 1901, est un organisme scientifique placé sous la tutelle administrative du Commissariat Général du Plan. Fondé en 1953 pour effectuer des études statistiques des structures et tendances de la demande, le C.R.E.D.O.C. a élargi son activité. Ses travaux portent sur les conditions de vie de la population et les politiques les concernant. Quels que soient les domaines abordés, il s'agit toujours de recherches et d'études socio-économiques dans lesquelles les comportements des ménages sont les préoccupations centrales du C.R.E.D.O.C.

Il en est ainsi notamment des travaux d'économie médicale, de ceux relatifs à la redistribution des revenus et au fonctionnement des services publics, comme l'enseignement, de ceux qui ont trait à la consommation et aux conditions de vie des ménages, ainsi que de ceux qui portent sur des groupes particuliers de la population.

Le C.R.E.D.O.C. effectue des travaux pour le compte des administrations publiques, pour celui d'organismes internationaux ou de droit privé; ces travaux sont publiés sous la responsabilité du C.R.E.D.O.C.

C.R.E.D.O.C., a non profit organization, is a research center supervised by the French Planning Authority. Founded in 1953 to study the patterns and trends of households' demand, C.R.E.D.O.C. has broadened its activities. The research now deals with the living conditions of the population and policies that concern them; whatever the field, investigations are centered on the behaviour of families.

Such is the case of the work on health care economics, on income redistribution and the functioning of public services such as education, on household consumption and living conditions and on particular groups of the population.

The work is commissioned by public bodies, international organizations or private institutions, and published under the responsibility of C.R.E.D.O.C.

Président :

Hubert PREVOT
Commissaire au Plan

Vice-Présidents :

Philippe HUET
Inspecteur Général des Finances, Expert du Conseil de l'O.C.D.E.
Edmond MALINVAUD
Directeur Général de l'I.N.S.E.E.

Directeur :

André BABEAU
Professeur à l'Université de Paris-X

Sommaire

JEAN-LOUP MADRE	Construction d'indicateurs de redistribution	3
MICHEL MOUILLART	Endettement des ménages et rationnement du crédit	23
	NOTES ET CHRONIQUES	
NICOLE TABARD	Réflexions sur la relation fécondité-mobilité sociale	61
GÉRARD LASSIBILLE	La demande d'éducation post-obligatoire des familles paysannes	71
***	Conditions de vie et aspirations des Français. Premiers résultats de la cinquième phase d'enquête	83

1983 n° 3 JUILLET/SEPTEMBRE

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE
ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE